

TIDJANE THIAM

PDG, Prudential plc

Jean-Michel Severino, Gérant, Investisseurs et Partenaires (I&P)

Ceci m'amène à changer un peu de perspective avec nos deux derniers intervenants puisque nous avons la chance d'avoir aussi avec nous deux personnalités d'origine africaine et qui toutes les deux ont des responsabilités extrêmement importantes au cœur du capitalisme occidental, l'une en Grande-Bretagne l'autre en France. Pour commencer avec M. Tidjane Thiam qui est donc d'origine ivoirienne mais qui est aujourd'hui professionnellement le patron de Prudential, basé à Londres, après notamment une carrière ministérielle en Côte d'Ivoire. De ce point de vue on a envie de vous orienter vers deux questions. La première : vous-même, en tant qu'investisseur international à la tête d'une société du secteur de la finance dans l'assurance, comment voyez-vous ce marché africain et comment appréciez-vous ses risques ? Et quel est le point de vue de votre entourage à ce sujet ? Et deuxièmement, quel message auriez-vous envie d'envoyer aux gouvernements africains, et peut-être d'ailleurs au gouvernement ivoirien, puisque c'est votre pays d'origine et que la Côte d'Ivoire est elle-même en train de mettre derrière elle, on l'espère, une très grave crise politique sécuritaire qui a duré une longue décennie. Quels conseils auriez-vous envie de donner au gouvernement ivoirien pour accélérer les transformations et remettre non seulement votre pays mais l'ensemble de la sous-région de l'UMOA sur une trajectoire de haute performance ?

Tidjane Thiam, PDG, Prudential plc

Mo est un Africain d'un nouveau genre, il fait partie du petit nombre de milliardaires africains qui ne sont pas à la tête d'un État. Vous annoncez une nouvelle Afrique, pleine d'espoir. Jean-Michel a mentionné mes années au gouvernement. L'une des usines de thon les plus importantes au monde est à Abidjan, et cela ne date pas d'hier. De nombreuses entreprises de classe mondiale opèrent depuis l'Afrique et c'est un fait qu'on ignore, et l'OCP en fait partie. J'ai fait visiter l'usine à un journaliste travaillant pour un journal dont je tairai le nom ; il était très enthousiaste et m'a promis d'écrire un papier et de l'envoyer à Londres. C'était une publication importante et son éditeur lui a dit que les seules histoires qui l'intéressaient à propos de l'Afrique étaient celles qui parlaient d'animaux ou de cannibales. C'est une triste histoire, j'en suis désolé. Ça s'est passé à Abidjan en 1996, pas en 1906.

Pour revenir au problème du fossé de perception, c'est une réalité et elle ne se limite pas à l'Afrique. Je suis devenu célèbre, en bien ou en mal, en échouant dans une acquisition de 35 milliards de dollars : j'avais réussi à convaincre le gouvernement américain de vendre les activités asiatiques d'AIG après sa faillite, je pensais que c'était l'affaire du siècle, mais j'ai été cloué au pilori par les médias et investisseurs britanniques, avec ma photo en première page de tous les journaux où on me traitait d'idiot. La transaction a échoué, mais aujourd'hui, trois ans plus tard, l'entreprise vaut 80 milliards de dollars. La transaction a échoué parce que personne ne voulait croire au développement de l'Asie. C'est exactement le même problème – vous tentez de leur expliquer et ils ne comprennent pas.

Je vois l'Afrique comme une énorme opportunité. Nous avons acquis une entreprise au Ghana la semaine dernière et j'en suis très heureux. Nous avons organisé une journée pour les investisseurs pendant laquelle j'ai présenté l'entreprise. Le prix de notre action a grimpé de 2 % dans un marché en chute. Je pense que l'Afrique va se réaliser.

Passons à quelques commentaires rapides. Vous m'avez décrit comme étant au cœur du capitalisme : je suis en effet un capitaliste et je n'en ai pas honte. C'est un système qui fonctionne et je suis en bonne compagnie pour le dire puisque Mr Xi Jinping a déclaré la même chose en Chine il y a quelques semaines. Le secteur des services financiers joue un rôle essentiel dans le capitalisme et je m'excuse si je fais preuve de grossièreté envers certains représentants gouvernementaux présents dans la salle. Nous avons de l'argent ; Prudential gère 800 milliards de dollars, et aucun gouvernement n'a ça. C'est aussi simple que ça. La différence entre mon argent et celui des gouvernements c'est que les gens m'ont donné leur argent volontairement pour que je le gère, alors que les gouvernements prennent l'argent de

gens qui ne veulent pas le donner, donc notre position est très différente. Je suis en position d'investir positivement pour le futur, mais le gouvernement doit fouiller dans votre poche et prendre votre argent.

C'est un problème grave. Nous avons reçu une lettre très agréable la semaine dernière de la part de George Osborne nous remerciant, Prudential et moi, car j'ai pris la décision, avec six autres compagnies d'assurance, d'investir dans le développement des infrastructures. Je suis convaincu qu'il y a un besoin énorme d'infrastructures que ce soit dans les pays développés ou émergents. Le gouvernement britannique veut lancer un immense programme d'infrastructures ; il est venu nous voir et nous nous sommes engagés à investir 40 milliards de dollars dans des infrastructures sur les cinq ans à venir, et je pense que c'était la réponse adaptée. Il n'y a pas besoin de prendre cet argent aux contribuables britanniques. Nous avons une épargne insuffisante, une population vieillissante et des retraites que nous ne pouvons pas financer, donc nous devons investir dans des projets à retour élevé qui paieront ces pensions de retraite.

Vous ne pouvez pas avoir de croissance sans services financiers et c'est une chose que l'Asie comprend. Si on prend le plan national de la Malaisie, ils ont comme objectif de pénétration de l'assurance vie d'ici 2020 de passer de 3 à 6 %, car nous levons des fonds et les réinvestissons dans les monnaies locales, et nous sommes la première source de capital à long terme pour financer la croissance et l'investissement à long terme. Il y a une surabondance d'épargne en Afrique, mais nous n'avons pas les mécanismes, le moteur, pour transformer cette épargne en investissement dans l'économie, et c'est pour cela qu'il est important d'avoir une industrie de l'assurance-vie en Afrique. La raison pour laquelle nos entreprises sont importantes dans les pays occidentaux, c'est parce que nous avons agi de cette façon au 19^e siècle ; nous avons financé les voies de chemin de fer et les infrastructures aux États-Unis ainsi que le métro de Londres, et ces infrastructures n'auraient pas été possibles sans un mécanisme de collecte de l'épargne et de réinvestissement. Ainsi, le renforcement des services financiers est une priorité absolue.

Enfin, je veux parler de la confiance et du fossé de perception. L'an dernier j'ai investi dans une affaire en Thaïlande pour 540 millions de dollars et vous savez que la Thaïlande est en crise, cependant je n'ai eu aucune question de la part de mon conseil. Nous avons eu une réunion le jeudi et personne n'a demandé pourquoi nous ne nous retirions pas de Thaïlande. Nous sommes présents en Indonésie et employons 200 000 personnes ; nous sommes le plus gros investisseur présent à la bourse de Jakarta. Nous détenons une grande partie de la dette indonésienne, en fait nous détenons une grande part de la dette nationale dans tous les pays d'Asie. L'Afrique n'a pas le monopole des problèmes politiques, comme quelqu'un l'a dit. Il y a beaucoup de terrorisme en Indonésie et pourtant personne ne demande pourquoi nous ne retirons pas d'Indonésie.

Par conséquent, je plaide en faveur de la normalisation de l'Afrique, afin que les gens commencent à traiter ce continent comme n'importe quelle autre partie du monde et si nous obtenons cela, tout ira parfaitement bien. Je respecte ma parole et n'adresse pas mon message aux gouvernements africains, parce que ce qui est bénéfique pour les gouvernements africains est bénéfique pour n'importe quel gouvernement. J'ai dit la même chose à George Osborne quand je l'ai rencontré. C'est une question de confiance. Nous, les acteurs du secteur privé, sommes assis sur beaucoup d'argent, sur du capital, mais le capital n'aime pas les risques, et nous ne l'investissons que si nous avons confiance. La confiance est un intangible fragile, très difficile à définir, très facile à perdre, très difficile à gagner, donc je dis toujours aux gouvernements, à chaque fois qu'ils envisagent une réforme, ils doivent réfléchir aux avantages et inconvénients de faire cette réforme ou de ne pas la faire. Toujours réfléchir à deux fois avant de changer quoi que ce soit. Quand les Conservateurs sont entrés au pouvoir en Angleterre, le parti travailliste avait mis en place depuis dix ans une politique d'investissement dans les infrastructures dans laquelle nous croyions tous ; les Conservateurs l'ont modifiée pour l'améliorer, mais nous continuons à leur dire que c'était une mauvaise idée, car le changement même menace la confiance. Il réduit la confiance dans le système, parce que quand vous investissez 100 ou 500 millions de dollars sur 20 ans, vous avez besoin que les conditions au sein desquelles vous avez pris votre décision demeurent les mêmes, pas qu'elles changent après que l'investissement soit effectué.

De ce fait, si les gouvernements africains doivent avoir un but, c'est de construire la confiance. Il y a des tensions ethniques et des conflits partout sur le continent mais ce que nous, le secteur privé, voulons voir, c'est avant tout la reconnaissance des problèmes, ensuite, une volonté de s'en occuper et enfin une tentative de stratégie crédible pour une solution crédible. Alors nous investirons, car nous n'avons pas pour habitude de fuir les pays qui connaissent des conflits. Nous nous engageons sur le long terme et ce que nous voulons voir, c'est une gouvernance responsable.



Jean-Michel Severino, Gérant, Investisseurs et Partenaires (I&P)

Merci beaucoup et merci d'avoir mis particulièrement l'accent sur cette question à nouveau de la perception et l'exemple avec la Thaïlande est extrêmement frappant pour tout le monde.